

**Soutien de VANDANA SHIVA
aux campagnes de Consommateurs pas cobayes !**



**« Le temps est venu pour un
MORATOIRE sur OGM et Roundup »**

Chaque jour qui passe, des scientifiques indépendants confirment ce que Gilles-Eric et son équipe avaient démontré. Il est temps d'arrêter l'imposition des OGM et du Roundup pour la santé de diverses espèces et la santé humaine. Il est temps d'arrêter l'intimidation d'entreprise de scientifiques indépendants et même des scientifiques travaillant avec les organismes des Nations Unies comme l'OMS. Il est temps d'adopter un moratoire pendant que davantage de recherches sont effectuées sur la santé et la sécurité des OGM et du Roundup.

With every passing day, independent scientists confirm what Gilles Eric and his team had shown.

It is time to stop the imposition of GMOs and Roundup for the health of diverse species and human health.

It is time to stop corporate bullying of independent scientists and even the scientists working with UN bodies like WHO.

It is time for a moratorium while more research is done on the health and safety of GMOs and Roundup.

Vandana Shiva

Emblème mondial de la révolution écologique

Co-fondatrice du mouvement altermondialiste

Écrivain, Prix Nobel Alternatif

Docteur en physique quantique et en philosophie

C'est très exactement le contenu du message qu'une délégation du Rassemblement citoyen « **Consommateurs pas cobayes !** » va délivrer à la Ministre de l'Ecologie lors du rendez-vous qui vient de lui être demandé en urgence.

Lire ci-dessous l'excellente interview de Vandana Shiva réalisée par la journaliste Jade Lindgaard publiée dans Mediapart le 6 juillet 2014 :

«Sur une planète morte, on ne fait plus d'affaires»

Vandana Shiva: «Sur une planète morte, on ne fait plus d'affaires»

PAR JADE LINDGAARD

ARTICLE PUBLIÉ LE DIMANCHE 6 JUILLET 2014



Vandana Shiva, à Rennes, le 3 juillet 2014 (JL).

Crise climatique, OGM, agrobusiness : les entreprises font la loi et il faut exiger qu'elles rendent des comptes, plaide Vandana Shiva, intellectuelle et militante écologiste. Les opposants à l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes se rassemblent ce week-end en défense des terres agricoles.

Figure de proue de l'opposition aux OGM, défenseuse de longue date de l'agriculture biologique et de l'importance de la biodiversité, Vandana Shiva est sans doute l'une des militantes écologistes les plus connues dans le monde aujourd'hui. Physicienne de formation, écoféministe revendiquée, elle a créé en Inde **un centre de recherche et de formation sur la biodiversité et l'agroécologie, Navdanya**, qui a constitué au fil des ans tout un réseau de conservation et de distribution de semences, en dehors du marché des multinationales agroalimentaires. Le libre accès aux semences est au cœur de la campagne qu'elle porte ces temps-ci : « *Seeds freedom* ».

Alors que les opposants à l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes **se rassemblent les 5 et 6 juillet** autour de la défense des terres agricoles, Vandana Shiva offre une lecture radicale des liens méconnus entre OGM, son combat historique, le climat et la critique de l'agrobusiness.



Vandana Shiva, à Rennes, le 3 juillet 2014 (JL).

Mediapart. Quels liens faites-vous entre les OGM, la biopiraterie, l'industrialisation de l'agriculture et le dérèglement climatique ?

Vandana Shiva. La biodiversité et l'agriculture biologique sont la meilleure assurance contre le dérèglement climatique. Dans les zones arides, les graines adaptées à la sécheresse s'en sortent bien, et poussent là où les graines traitées chimiquement ne croissent pas. Après le super cyclone Odisha, en 1999, qui a tué 30 000 personnes en Inde (**10 000 personnes officiellement, 15 000 selon d'autres décomptes – ndlr**), notre **réseau Navdanya** a distribué aux agriculteurs des centaines de semences que nous avions gardées, à une époque où personne ne faisait ce travail de conservation. Ils ont pu les planter et les cultiver, puis eux-mêmes en donner à leur tour aux victimes du tsunami, en 2004.

Alors que les agriculteurs cultivent des semences résistantes aux aléas climatiques depuis longtemps, les producteurs d'OGM se sont mis à breveter des graines « *résistantes au dérèglement climatique* ». Ils ne fabriquent pas ces OGM car ils en sont incapables : cette propriété est issue d'un processus « *multigénétique* », complexe, dépendant de l'action de nombreux gènes. Les producteurs d'OGM ne fabriquent que des produits « *mono* » géniques, qui agissent sur un gène unique : la toxine OGM BT (*produite par la bactérie Bacillus thuringiensis – ndlr*) et les toxines OGM résistantes aux herbicides.

Ces entreprises ont déposé 1 500 brevets qui piratent la biodiversité. Chaque brevet couvre 30 cultures : maïs, colza, triticales, olives..., et différentes propriétés : résistance à la sécheresse, la chaleur, l'eau... Pour autant, ils ne cultivent pas ces semences. C'est impossible, il y en a trop. Ils lisent génétiquement les

cellules de ces graines – catégorisées en tant que telles dans les banques de semences. Ils ne créent donc pas de nouvelles connaissances. Ils choisissent ensuite les « 100 premiers gagnants », en désignant au hasard quelle partie du génome crée la capacité de résistance à la sécheresse ou au sel (nécessaire en cas d'inondation de champs par la mer). Ils appellent ça le « ticket de la loterie ».

Ils jouent au casino avec la vie, comme Wall Street a joué au casino avec l'argent et les logements des gens. C'est ainsi qu'ils prétendent exercer une propriété intellectuelle sur un savoir qu'ils ne créent pas. Je suis très fière que le bureau indien de la protection des brevets ait rejeté ce type de brevets, sur l'argument que les processus biologiques ne sont pas des inventions. J'espère que l'Union européenne prolongera ce mouvement.

J'observe beaucoup de mes chers amis dans les mouvements écologistes, engagés sur la question du dérèglement climatique mais qui ne connaissent pas l'agriculture, devenir favorables aux OGM. L'idée mensongère que seul Monsanto sait fabriquer des gènes résistant aux aléas climatiques s'est répandue en deux, trois ans, et a créé un discours favorable aux OGM, alors que leur supposée « invention » est en réalité un acte de piraterie des savoirs agricoles.

Mais ce n'est pas tout. Monsanto vient d'acheter une entreprise qui s'appelle **The Climate corporation**, qui gère des données sur le climat. Monsanto reconnaît que le climat se dérègle. Dans ce contexte, vous pouvez soit partager les semences qui résistent aux aléas climatiques et partager l'information sur les désastres climatiques, soit monopoliser à la fois les semences et l'information sur le climat, et gagner de l'argent en vendant des données climatiques aux agriculteurs.

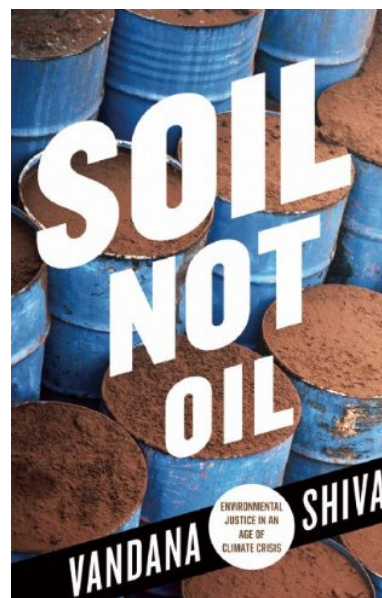
The Climate corporation veut substituer ses données privées aux données publiques et aux modèles produits par le Giec. Ils veulent monopoliser les données sur le dérèglement climatique et les semences qui y résistent. Pour moi, c'est une recette de « contrôle total » dans un moment d'effondrement. Alors que nous avons besoin de systèmes plus décentralisés, de plus de semences dans les mains des peuples, plus

d'informations accessibles au public sur ce qui arrive au climat. Je débattais il y a quelques jours avec le représentant de l'une de ces compagnies, qui m'a dit : « Mais nous avons les données ! » J'ai répondu : « Mais les colonisateurs avaient les cartes ! » Ça n'était pas éthique pour autant ! Ce n'est pas parce que vous pouvez dessiner des cartes que vous avez le droit d'accaparer ce qui appartient légitimement à d'autres.

L'agriculture joue-t-elle un rôle central dans le dérèglement climatique ?

Oui, elle est centrale et je m'en suis rendu compte au moment de la conférence sur le climat de Copenhague en 2009, quand j'ai publié mon livre *Soil not oil*. En partant des données du Giec, j'ai calculé que 40 % des émissions des gaz à effet de serre provient de l'agriculture industrielle mondialisée. Comme **Amory Lovins**, du Rocky Mountain Institute, l'a expliqué, derrière chaque agriculteur américain, il y a entre 300 et 500 esclaves énergétiques, qui correspondent à toutes les énergies fossiles qu'ils consomment, et émettent du dioxyde de carbone. En réalité, l'agriculture industrielle américaine est dix fois moins efficace que l'agriculture paysanne, d'un point de vue énergétique.

La fabrication des engrais chimiques rejette du protoxyde d'azote, trois fois plus nocif que le CO₂ pour le climat. Et il y a aussi beaucoup de méthane, à cause



des fermes usines et du gâchis alimentaire. 50 % de la nourriture produite par ce système mondialisé est gâchée, une grande partie finit dans les décharges, où elle émet du méthane. À tous les niveaux, c'est un système qui déstabilise le climat.

À l'opposé, la biodiversité intensive ainsi que l'agroécologie et l'agriculture biologique ramènent ces 40 % de gaz à effet de serre à zéro. Elles améliorent aussi la résilience des sols grâce à des systèmes décentralisés. Le système insoutenable est au cœur du dérèglement climatique. Le système soutenable et juste est au cœur des solutions au dérèglement climatique.

Se pose quand même la question des échelles : comment l'agriculture biologique peut-elle s'étendre pour atteindre l'échelle massive qui lui permettrait de répondre aux besoins des populations, alors qu'elle n'en satisfait qu'une infime part aujourd'hui ?

Il faut bien voir que le système industriel mondialisé ne répond pas aux besoins. Il prive un milliard de personnes de leur droit à la nourriture. Et parmi eux, la moitié sont des producteurs alimentaires. Ils cultivent de la nourriture, mais à forts coûts, s'endettent, doivent vendre ce qu'ils possèdent. Le système agricole actuel n'est pas efficace pour faire circuler la nourriture hors les marchandises. 90 % du maïs et du soja cultivés dans le monde ne sont pas consommés par des humains mais servent à fabriquer des agrocarburants et des aliments pour les animaux d'élevage.

30 % de la nourriture consommée par les humains est cultivée sur des fermes industrielles de grande taille, alors que 70 % provient de petites fermes. Pourquoi l'agriculture biologique est-elle si réduite alors que les exploitations biologiques de petite taille produisent plus ? Parce que toutes les subventions sont dirigées vers ce système industriel : 400 milliards de dollars au niveau mondial. Plus d'un milliard par jour.

Au niveau européen, la moitié de l'enveloppe de la PAC va à une agriculture non soutenable. La moitié du budget, c'est la moitié de l'argent des contribuables, qui ne revient pas aux paysans mais aux industries sucrière et laitière. C'est pourquoi l'industrie laitière

se développe alors que les petits producteurs ne peuvent pas vendre leur lait au-dessus de leurs coûts de production. Les subventions peuvent être réduites et réorientées. Le gouvernement indien vient de réduire de moitié les subventions aux engrais chimiques.



Des soldats sauvent un enfant des eaux en crue dans l'Uttarakhand, en juin 2013 (Reuters).

L'Inde semble se trouver dans une situation paradoxale : c'est un pays déjà touché par le dérèglement climatique et, en même temps, qui refuse de s'appliquer des objectifs de réduction d'émission de gaz à effet de serre, au nom de la responsabilité historique des pays industrialisés. Cela est-il toujours justifié ?

L'Inde est l'un des pays qui paie le plus lourdement le prix du changement climatique, y compris à cause de la pollution historique. L'État désertique du Ladakh a connu des inondations tellement importantes en 2010 que 200 personnes y sont mortes. Dans ma région l'année dernière, je viens du centre de l'Himalaya, là où se trouve la source du Gange, nous avons eu tellement de pluies, 350 % de plus que d'habitude, que **plus de dix mille personnes y ont perdu la vie**. Les médias internationaux n'en ont jamais parlé. Le supercyclone Odisha était deux fois plus rapide, presque 300 km/h, que les cyclones habituels.

Les événements extrêmes se multiplient et les gens sont impactés. Tristement, ceux qui causent le dérèglement climatique, les pollueurs, sont organisés à l'échelle mondiale : l'industrie des énergies fossiles soutient des climato-sceptiques partout dans le monde.

L'Inde fait comme le reste du monde : elle protège les pollueurs. Il y a quinze jours, le renseignement indien a sorti un rapport disant que les militants du climat, les opposants aux OGM, aux armes nucléaires, au charbon endommageaient la croissance et le développement du pays. Nous sommes confrontés aux attaques les plus

perverses pour protéger les pollueurs et leur permettre de continuer à saccager la terre, alors que tous les signaux nous indiquent qu'il faut changer de chemin.

Les grandes entreprises mondialisées sont-elles plus en cause que les États ?

La convention de l'ONU sur le changement climatique a été signée en 1992. En 1995, l'OMC a été créée, marquant l'apogée de l'économie mondialisée. C'est non scientifique d'avoir une économie mondialisée qui externalise sa pollution en Chine. 90 % de ce que vend Wall-Mart est fabriqué en Chine : ces émissions creusent-elles l'empreinte carbone américaine, chinoise ou celle de Wall Mart ? Je crois qu'il faut changer de méthode de comptabilisation des émissions de gaz à effet de serre. Les grandes entreprises mondialisées qui polluent la terre doivent internaliser leur pollution. Ce n'est pas aux pays de rendre des comptes mais aux entreprises.

Cargill vend des engrais chimiques, les émissions de protoxyde d'azote augmentent, c'est la responsabilité de Cargill. BP est l'un des plus gros groupes pétroliers mondiaux. Il doit payer pour ses émissions. Il faut faire correspondre les responsabilités environnementales aux entités qui causent les problèmes. Si les nations ne maîtrisent plus l'économie, alors elles ne doivent plus être tenues responsables des émissions de gaz à effet de serre qu'elles dégagent.

Mais les produits fabriqués par ces multinationales sont achetés et utilisés par de nombreux consommateurs. Ne faut-il pas aussi les mettre à contribution ?

Non. Si les industries pétrolière et automobile ne recevaient pas autant de subventions, personne n'achèterait de voiture. À Copenhague, 50 % des habitants ne possèdent que des vélos, et pas de voitures, parce que la fiscalité les détourne des automobiles. Même les ministres s'y déplacent en bicyclette. Vous ne pouvez pas reprocher aux individus des actes qui sont en réalité le produit de projets d'entreprises, transformés en politiques gouvernementales. C'est un peu comme si Coca-Cola accusait ses clients d'être la cause de toutes ses boissons toxiques.

Je pense que ces objectifs nationaux de réduction des gaz à effet de serre ne sont pas adaptés à une économie mondialisée qui externalise sa pollution. C'est une question centrale. Pourquoi tous ces groupes délocalisent-ils ? Pourquoi l'industrie de l'acier a-t-elle fermé ses sites au Nord ? Parce qu'elle savait que les coûts environnementaux allaient augmenter. Pourquoi est-ce que les déchets européens sont triés par les citoyens, puis tout mélangés et envoyés tels quels vers l'Afrique et la Chine ? À cause des coûts. Il faut mieux évaluer ces coûts et il faut les réinternaliser dans les comptes des entreprises.

Quant à l'Inde, je trouve idiot qu'elle suive le chemin voulu par les industries fossiles, alors que 90 % de l'énergie nationale (chauffage des logements, cuisson...) provient du fumier. Nous ne sommes pas une économie d'énergies fossiles. Les entreprises sont dans une économie d'énergies fossiles. Nous sommes une économie de la biomasse ! Mais parce que nous sommes frappés si fortement par la crise climatique, il faut que l'Inde demande très fortement la baisse des émissions de gaz à effet de serre. Il faut qu'elles baissent. On ne peut pas se permettre de perdre chaque année 20 000, 30 000 vies.

Cette année, la sécheresse va réduire de 30 % la récolte de riz. Il a tellement plu pendant les moissons de blé que la moitié de la récolte a été perdue. Le prix payé est trop lourd. C'est sur la base de cet argument que l'Inde devrait agir sur le climat, pas au nom de sa voie de développement. Sur une planète morte, on ne fait plus d'affaires.



Sur la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, juillet 2012 (JL).

Mais comment faire pression sur les multinationales pour les obliger à internaliser leurs coûts autrement que par les États ? Quelle autorité serait assez forte pour les y contraindre ?

Par les mouvements sociaux. Il n'y a pas d'autre façon. Les citoyens doivent s'organiser pour construire des mouvements vraiment forts autour du « *bien vivre* », avec une faible empreinte écologique. Il faut aussi que les citoyens se mettent à demander des comptes aux grands groupes mondiaux. Les seuls moments où les grandes entreprises internationales sont défaites, c'est lorsque d'énormes scandales éclatent. La seule manière de faire éclater le scandale, c'est que les gens prennent conscience qu'ils se retrouvent coincés dans un système qui saccage la planète, détruit de l'emploi, produit de la souffrance, du stress, des maladies, des dépressions.

Il faut une transition vers autre chose. Cette alternative doit être fondée sur le bien vivre, qui doit être fondé sur le partage. Le chômage des jeunes ne sera pas résolu par une économie commandée par les banques et la recherche du profit, les industries fossiles et l'agrobusiness. Ils détruisent le travail, ils n'en créent pas. Les biens communs partout doivent devenir le plus grand dénominateur commun, à la place de la maximisation des profits pour une minorité.

La crise climatique est tangible désormais. Cela crée-t-il un moment politique plus favorable aux mouvements sociaux, ou au contraire, se retrouvent-ils assommés par les difficultés économiques ?

Je crois que cela crée un moment favorable, mais à condition que ce ne soit pas dans un sentiment de panique. Le climat se dérègle car nous suivons un mauvais chemin de développement. Nous, en tant que peuples souverains et citoyens de la Terre, avons le pouvoir de changer le rapport de force et nous devons le faire. Nous n'attendrons pas que les grandes entreprises se réveillent. Nous allons démarrer cette transition nous-mêmes. Et si des gouvernements se mettent sur notre chemin, nous les contournerons. C'est pourquoi il faut de la solidarité internationale.

Les détails de la transition varieront en fonction de là où vous êtes. Si vous habitez dans un pays pauvre, vous ne pourrez pas installer de panneaux photovoltaïques sans aides des gouvernements. Mais si vous êtes en Allemagne, 40 % de votre énergie

peut provenir de sources énergétiques décentralisées. Quand s'articule le paradigme du bien vivre et de la réduction de l'empreinte écologique, alors que s'améliore votre qualité de vie, alors la transition se fera. Si nous n'agissons pas ainsi, le désespoir, l'exclusion créeront des situations bien plus dramatiques que ce que nous voyons en Syrie et en Irak. Les sociétés s'effondreront. Et avant que le dérèglement climatique ne nous élimine, nous nous tuerons nous-mêmes.

[[lire_aussi]]

On parle de plus en plus d'anthropocène. Que pensez-vous de cette notion ?

Je pense que c'est un très mauvais paradigme. C'est une chose d'admettre que l'irresponsabilité des humains fait du mal à la planète. Mais l'anthropocène, c'est l'arrogance de l'*hubris*. L'anthropocène revient à dire : « *O.K., la planète est en pagaille, mais maintenant, nous allons devenir totalement des manipulateurs de la planète.* » Nous allons faire de la géo-ingénierie, fabriquer des volcans artificiels, mettre des polluants dans l'atmosphère pour rafraîchir la planète...

Si nous sommes dans une telle difficulté, c'est à cause de l'ignorance humaine cumulée à l'arrogance. Ignorance des processus biologiques subtils qui permet à Gaïa de fonctionner. Arrogance de croire que nous sommes supérieurement intelligents. Nous n'avons pas besoin d'anthropocène, mais de l'âge de Gaïa. L'anthropocène, c'est maintenir cette idée d'humains irresponsables et dominants, c'est une vision très patriarcale. Je crée le désordre ? Je vais en créer encore plus. Nous devons dire que nous sommes plus petits que la Terre, que nous en sommes une partie. Pas des maîtres et des conquérants. Un empire humain a semé le désordre sur cette Terre. Perpétuer cet empire, en l'appelant anthropocène, serait la plus grande erreur.

Vous ne distinguez pas l'anthropocène de la géo-ingénierie ?

Les gens qui ont commencé à parler d'anthropocène promeuvent aussi la géo-ingénierie (*le prix Nobel de chimie, Paul Crutzen, par exemple – ndlr*). Parler d'un

« âge » de l'« *anthropos* » signifie que l'homme en est le facteur dominant. Que l'homme soit un facteur dominant de destruction ne signifie pas qu'il sera le facteur dominant de la régénération. La planète ne se régénérera que lorsque nous travaillerons avec elle. Et donc, parler d'anthropocène sent l'arrogance, celle d'êtres humains pensant qu'ils déterminent la vie de la planète.

Nous ne résoudrons pas cette crise si nous ne nous repositionnons pas comme une partie de la toile de la vie et non comme les maîtres de la toile de la vie. L'idée d'anthropocène redonne du pouvoir aux

multinationales qui veulent fabriquer des semences résistantes au changement climatique. Ce serait un désastre.

Boîte noire

J'ai rencontré Vandana Shiva mercredi 2 juillet à Rennes, où elle se trouvait pour l'université d'été de la solidarité internationale (dont j'animais la plénière inaugurale, à laquelle elle a participé). Je l'ai interrogée le lendemain, pendant près d'une heure, en anglais. Merci à François Gilles, de Solidarité, pour son aide précieuse.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 32 137,60€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Gérard Cicurel, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Gérard Desportes, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur et prestataire des services proposés : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 32 137,60€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.